

Ce que l'on sait des conditions rendues publiques jusqu'ici indique que le Mexique a réussi à persuader les IFI et l'administration américaine qu'il lui fallait plus de ressources qu'on ne l'avait d'abord pensé pour assurer la croissance de son économie. Une des principales raisons en a été la chute des revenus pétroliers, qui a placé l'économie du Mexique dans une situation encore plus précaire que celle évoquée par le secrétaire Baker à Séoul. Il est probable également qu'après avoir donné la preuve qu'ils étaient prêts à appuyer le Mexique les banquiers commerciaux étaient désireux d'encourager le Brésil à continuer de servir sa dette. Reste à voir si d'autres pays seront traités aussi généreusement par les banques et les IFI, ou si le Mexique a fait l'objet d'un traitement de faveur, parce qu'il est le plus compromis des États emprunteurs, et aussi parce que c'est un important voisin des États-Unis.

Nombreux sont les observateurs qui pensent qu'il n'aurait pas fallu faire de la crise mexicaine un cas pilote. La dette du Mexique est énorme et son économie est généralement considérée comme inefficace. C'est la raison pour laquelle certains observateurs doutent que ce pays puisse se redresser économiquement, même avec d'importants prêts. Et les principaux auteurs de ces remarques sont les banquiers qui n'ont consenti à prêter des milliards de dollars supplémentaires au Mexique qu'à contrecœur. Les négociations entre toutes les banques créditrices participantes ont été très difficiles et l'accord final n'a été conclu qu'en mars 1987. Il est vrai que la situation pourrait changer très rapidement si le prix du pétrole se remettait à monter au cours des cinq ou dix prochaines années. C'est là une possibilité qui, si elle se produisait, donnerait au Mexique une importante marge de manoeuvre pour gérer sa dette.

Toutefois, il faut se demander, et c'est une considération importante, si le Mexique sera capable de trouver la volonté politique en cette période préélectorale pour mener à bien les changements structurels prévus dans l'entente. D'autant que, les prêts de 12 milliards de dollars ne couvrant qu'une période de 18 mois, une fois que le Mexique aura réglé les intérêts et remboursé le principal de sa dette au cours de cette période, les nouveaux fonds ne seront plus suffisants pour lui permettre de restructurer la croissance économique. La situation du Mexique demeure donc difficile et incertaine.

Le cas du Mexique met bien en relief le fait que les problèmes de chaque pays sont uniques, de sorte qu'il est dangereux de faire des généralisations et qu'une solution cas par cas s'impose. Il souligne aussi dans quelle mesure chaque nouvel événement crée de nouvelles conditions. Ainsi, à moins que l'économie mexicaine ne se redresse de façon inattendue, et contre toute attente, les banques vont dorénavant hésiter davantage avant de consentir des prêts importants à d'autres pays emprunteurs, ce qui, compte tenu de la décision prise en 1987 par le Brésil de suspendre le paiement des intérêts sur sa dette, pourrait compliquer les négociations avec le Mexique.